

unité départementale du Finistère

Quimper, le 06 OCT. 2022

2 rue de Kerivoal - CS 83037
29334 QUIMPER CEDEX

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCARMOR Groupe E. LECLERC

ZI de Bel Air
29800 LANDERNEAU

Références : ENV-D-22. 0406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2022 de l'entrepôt SCARMOR Groupe E. LECLERC implanté ZI de Bel Air à LANDERNEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCARMOR Groupe E. LECLERC
- ZI de Bel Air 29206 LANDERNEAU
- Code AIOT dans GUN : 0005515165
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : non

La société située au lieu-dit « Bel Air » à Landerneau, exploite un entrepôt. Elle est autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007. Elle doit respecter les dispositions de l'annexe V de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Nature des suites administratives susceptibles d'être proposées à défaut de réponse de l'exploitant
Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.2 Annexe 2	Mise en demeure, respect de prescription
Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe 2	Mise en demeure, respect de prescription
Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe 2	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 Annexe 2	/
Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4 Annexe 2	/
Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 Annexe 2	/
Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 Annexe 2	/
Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 Annexe 2	/
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 Annexe 2	/
Comportement au feu du local de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.2.1	/
Rétention/Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.2.4	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de notre visite et du constat développé ci-dessus, l'inspection a mis en évidence 3 observations pour lesquelles une mise en demeure est susceptible d'être proposée au préfet en fonction des éléments de réponse complémentaires de l'exploitant ou en l'absence de réponse de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré que le responsable entrepôt et son adjoint peuvent à tout moment donner l'état réel des matières stockées. Lors du contrôle, l'exploitant a imprimé cet état. Il y est indiqué le nombre de palettes stockées par catégorie : les liquides dans la cellule n°1 ; l'épicerie dans les cellules n°2 et 3 ; le bazar divers dans la cellule n°4). Il est aussi possible de connaître la quantité de palette stockées sur les quais. L'exploitant a déclaré que cet état des matières serait placé sur une plate-forme de partage de fichiers ("Drive") afin qu'il soit accessible à tout moment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.2 Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5,5 et 8,5 ;- [...] ; • teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; • teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; • teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; • teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. [...]
<p>Constats : Le site dispose de trois séparateurs à hydrocarbures. L'exploitant a déclaré que ces trois séparateurs étaient écrémés deux fois par an par la société SARP Ouest. Il a mis à la disposition de l'Inspection des Installations classées (IIC) une fiche d'intervention de la société SARP OUEST datée de mars 2022 pour le nettoyage complet d'un séparateur à hydrocarbures. La qualité des eaux pluviales n'est pas contrôlée.</p>
<p>Observation 2022-1 : Il appartient à l'exploitant d'effectuer une analyse des eaux pluviales (au niveau des trois exutoires). Le prélèvement d'échantillon devra être effectué selon la norme en vigueur et avant le prochain écrémage des séparateurs à hydrocarbures. Les rapports d'analyses et d'écémage seront transmis à l'IIC.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage [...] Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. [...] La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. [...]</p>
<p>Constats : Par courriel en date du 31/08/2022, l'exploitant a transmis à l'IIC la note de calcul indiquant le nombre d'exutoires. Cette note a été rédigée par la société Abers Protection Incendie le 2/07/2010. D'après cette note :</p> <ul style="list-style-type: none"> la cellule N°1 doit comporter 2 cantons avec 9 exutoires par canton ; la cellule N°2 doit comporter 3 cantons avec 19, 13 et 13 exutoires par canton ; la cellule N°3 doit comporter 5 cantons avec 6, 11, 12, 11 et 12 exutoires par canton ; la cellule N°4 doit comporter 2 cantons avec 12 et 16 exutoires par canton ; <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC le rapport de contrôle du système de désenfumage effectué par la société SICLI le 05/10/2021. D'après ce rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> 18 exutoires ont été contrôlés (conforme) dans la cellule N°1 avec 4 commandes ; 45 exutoires ont été contrôlés (conforme) dans la cellule N°2 avec 8 commandes ; 52 exutoires ont été contrôlés (conforme) dans la cellule N°3 avec 10 commandes ; 31 exutoires ont été contrôlés (conforme) dans la cellule N°4 avec 4 commandes. <p>L'IIC constate que les nombres d'exutoires et de commandes contrôlés sont cohérents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
<p>Prescription contrôlée : [...] L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. [...] « En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p>
<p>Constats : La dernière vérification visuelle date d'octobre 2018. L'exploitant a déclaré qu'une vérification complète était programmée pour septembre 2022. Elle sera réalisée par la société DEKRA.</p>
<p>Observation 2022-2 : Il appartient à l'exploitant de faire réaliser une vérification complète de l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations par un organisme compétent.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.</p>

N° 5 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] les bureaux [...] sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). [...] D'après l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral 23/10/2007, [...] les cellules doivent respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les parois qui séparent ces cellules de stockage entre elles et ces cellules de stockage des bureaux doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 heures ;• à défaut, les murs de séparation coupe-feu de degré 2 heures entre les réserves 1 et 2 et les bureaux sont complétés, côté réserves, sous toiture, par un flocage de coupe-feu de degré 2h00 sur une largeur minimale de 5 mètres. Ce dispositif n'est pas exigé entre les deux cellules de stockage dont les toitures sont décalées d'environ 1 m; [...]
Constats : L'IIC a constaté que le plafond, entre la réserve 2 et les bureaux est floqué côté réserves sur une certaine largeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou de plusieurs points d'eau incendie [...] • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt ; • de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues [...]. ; <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 [...]</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique [...]</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »</p> <p><u>D'après l'article 76.3 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2007,</u></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>- une réserve d'eau d'incendie d'un volume supérieur ou égal à 1357 m³. Les abords de cette réserve, dont le volume d'eau disponible est maintenu en permanence, sont aménagés pour permettre la mise en station d'un engin-pompe-tonne (plate-forme [...]) ayant une superficie minimale de 32 m², desservie par une voie carrossable d'une largeur minimale de 3 mètres). Elle est implantée à moins de 100 m des bâtiments de l'établissement. [...]</p> <p>Constats : L'IIC a constaté la présence de trois réserve d'eau (dont deux pour le sprinklage de 475 m³ chacune d'après le dossier de demande d'autorisation de 2006 et, une de 407 m³). L'IIC a constaté la présence d'une plateforme matérialisée au sol (en rouge) près de la réserve de 407 m³.</p> <p>L'extinction automatique à eau de type sprinkler a été contrôlée en mars 2022 par la société AXIMA : non conformité relevée concernant la révision trentenaire qui doit être réalisée avant 2024.</p> <p>L'IIC rappelle à l'exploitant que le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>L'exploitant a déclaré :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les formations "manipulation des matériels incendie " avait lieu tous les quatre ans et que 80 % du personnel était formé (120 personnes sur site dont 30-40 travaillant dans l'entrepôt) ; la dernière formation a eu lieu en 2019 ; elle a été réalisé par la société CNPP ; la prochaine formation devrait avoir lieu courant 2023 ; • qu'un exercice d'évacuation était réalisé tous les ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé notamment au vu de l'étude de dangers en fonction de la rapidité d'intervention et des moyens d'intervention ainsi que de la nature des matières stockées, et mentionné dans l'arrêté préfectoral. <u>D'après l'article 76.6 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2007 :</u> L'ensemble du site est aménagé en rétention de sorte à recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Cette rétention doit garantir en permanence un volume utile de confinement supérieur ou égal à 2025 m ³ soit respectivement 1 180 et 845 m ³ . Les organes de commande nécessaires à la mise sous rétention du site doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Constats : Le site est mis sous rétention via des vannes de barrage situées après les trois séparateurs à hydrocarbures. L'exploitant a déclaré que ces vannes sont : <ul style="list-style-type: none">• asservies à la détection incendie ;• contrôlées deux fois par an par la société SCHUBB.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. [...]
Constats : L'IIC a constaté la présence de détecteurs d'incendie dans les cellules, les locaux techniques et les bureaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, [...])
Constats : L'exploitant a déclaré que ces matériels sont contrôlés annuellement. Il a mis à la disposition de l'IIC les derniers rapports de vérifications. <ul style="list-style-type: none"> • les trois poteaux incendie internes, les 162 extincteurs et 4 RIA non glycolés ont été contrôlés en novembre 2021 par la société SCHUBB. Les matériels sont conformes pour l'ensemble des extincteurs et des RIA ; • les 29 autres RIA ont été contrôlés en août 2022 par la société AXIMA. Les matériels sont conformes ; • le système de désenfumage a été contrôlé en octobre 2021 par la société SICLI. Les matériels sont conformes ; • la détection incendie a été contrôlée en février 2022 par la société SCHUBB (il y a 2 contrôles par an d'après les dires de l'exploitant) (anomalie constatée sur le rapport consulté par l'IIC : "report de l'alarme en défaut sur la centrale pour une des trois vannes de barrage", l'exploitant a expliqué malgré cette anomalie qui date de quelques années la vanne reste opérationnelle ; un nouveau technicien de la société Schubbs doit intervenir sur cette anomalie. Lors de cette visite, il est écrit que le compartimentage n'a pas été testé et qu'il le sera lors de la deuxième visite. L'IIC a constaté sur le rapport de novembre 2021, que le test de compartimentage avait été effectué. L'exploitant a déclaré que la détection incendie était contrôlée deux fois par an. • L'extinction automatique à eau de type sprinkler a été contrôlée en mars 2022 par la société AXIMA : non conformité relevée concernant la révision trentenaire (voir point de contrôle N°6). <p>Le site dispose de trois réserves aériennes d'eau (dont 2 pour le sprinklage). L'exploitant a déclaré que la bache intérieure est contrôlée tous les 10 ans par la société AXIMA.</p> <p>La réserve aérienne d'eau de 407 m³ est munie de vannes de raccordement pour les engins. L'IIC a constaté la présence de rouille. L'exploitant a déclaré que le bon fonctionnement des vannes n'était pas contrôlé.</p> <p>Lors du contrôle dans l'entrepôt n°4, l'IIC a constaté que les commandes manuelles N°11 et 12 de l'exutoire de fumées ont été vérifiés par la société SICLI en octobre 2021.</p>
Observation 2022-3 : Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les vannes de raccordement de la cuve aérienne de 407 m ³ sont bien fonctionnelles.
Type de suites proposées : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant aux observations ci-dessus.

N° 10 : Comportement au feu du local de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu du local de charge d'accumulateurs
<p>Prescription contrôlée : Le local abritant l'installation de charge d'accumulateurs doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • murs séparatifs de l'entrepôt coupe-feu de degré 2 heures ; • charpente et couverture coupe-feu de degré 2 heures ; • portes intérieures coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, • porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, • pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles). <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation</p>
<p>Constats : L'IIC a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les murs étaient en parpaing ; • le plafond était floqué ; • la porte intérieure est munie d'un dispositif assurant sa fermeture automatique ; • les deux portes donnent vers l'extérieur ; • la présence d'un exutoire en partie haute ; la commande d'ouverture manuelle est placée à proximité d'une des deux portes donnant vers l'extérieur. <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC le rapport de contrôle du système de désenfumage effectué par la société SICLI le 05/10/2021. D'après ce rapport, 1 exutoire et 1 commande ont été contrôlés. Les résultats sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétention/Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention/Atelier de charge d'accumulateurs
<p>Prescription contrôlée : Le sol de l'atelier doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter les produits dangereux susceptibles d'être répandus accidentellement. Ces derniers sont recueillis dans une fosse étanche d'un volume supérieur ou égal à 830 litres. Ils sont de préférence recyclés, ou en cas d'impossibilité traités comme des déchets.</p>
Constats : L'IIC a constaté la présence d'un exutoire dans le local de charge.
Type de suites proposées : Sans suite

